

DIAL 2528

ARGENTINE - La crise argentine vue par A.Pérez Esquivel, Prix Nobel de la paix : Encore la même chose ou la même chose en pire

Adolfo Pérez Esquivel

vendredi 1er février 2002, mis en ligne par [Dial](#)

La crise que traverse l'Argentine semble se calmer du strict point de vue du pouvoir politique puisque Duhalde semble exercer de façon stable le rôle de président de la République. Il n'en va pas de même du point de vue économique, social et, au sens large du terme, politique. Les mêmes errements dans les objectifs et les méthodes ne seraient-ils pas en train de se répéter ? C'est ce que pense Adolfo Pérez Esquivel, Prix Nobel de la Paix, dans un article diffusé par [ALAI](#), janvier 2002.

Si vous voulez éprouver des émotions de toutes sortes, venez en Argentine, nous sommes prêts à partager avec vous notre ahurissement et les risques encourus. Vous pourrez écouter dans notre Parlement des discours dans le style : "je ne sais pas de quoi l'on parle mais je m'y oppose...". La seule chose que nous pouvons promettre aux courageux qui assumeront les risques de ce voyage, c'est qu'ils ne vont pas s'ennuyer. Ils pourront même choisir leurs émotions en participant soit aux déjà fameux cacerolazos (concerts de casseroles) de la classe moyenne, soit aux manifestations des retraités qui luttent pour survivre héroïquement, aux marches des piqueteros [[1](#)] ou aux protestations des jeunes qui regardent vers l'horizon avec colère parce qu'ils se sentent frustrés car on leur promet un futur meilleur alors qu'on leur vole le présent.

La violence répressive de la police ainsi que celle de certains groupes qui se sont furieusement déchaînés contre tout : saccages, incendies, attaques de supermarchés et de commerces par des masses affamées ne pouvant plus donner à manger à leurs enfants, se sont terminés avec un tragique bilan de 34 morts et des centaines de blessés et de prisonniers.

Dans ce pays producteur d'aliments, on trouve des enfants qui meurent de faim et de maladies bénignes, des queues devant les banques pour toucher presque rien, des commerçants qui ne vendent pas mais augmentent leurs prix, des pharmacies qui, par un tour de magie, font disparaître les médicaments de leurs vitrines en espérant que les prix augmentent. Comme si ce n'était pas assez, les banques ont réussi un grand miracle en bloquant l'argent des ressources des petits et moyens épargnants et cet argent a disparu. Pour le reste, la réponse est encore inconnue au pays des devinettes.

Cependant, tout n'est pas négatif, nous avons même battu des records dignes de figurer au livre Guinness des records car nous avons eu en une semaine un cinquième président de la nation et nous prions pour que cela dure. Aidez-nous et priez avec nous. Dieu et les Argentins vous en remercieront. En vérité, nous avons besoin d'un président et nous devons tout faire pour l'aider dans toute la mesure du possible afin de ne pas avoir un sixième président, pour permettre au peuple de sortir de la grave situation qu'il vit actuellement.

Tout ceci, alors que nous savons très bien que c'est encore la même chose qu'auparavant. En effet, le parti justicialiste aujourd'hui au pouvoir, et le parti radical, sont tous deux les grands responsables de la grave situation actuelle. Ces deux partis ont pris le même ministre de l'économie à qui ils ont donné des superpouvoirs. Ils ont voté les mêmes politiques d'ajustement structurel, de capitalisation et de privatisation, et ils ont toujours privilégié le remboursement de la dette extérieure au détriment de la dette sociale, la spéculation financière au détriment de la capacité productive des petites et moyennes industries et des producteurs ruraux. Enfin, ils ont toujours favorisé les firmes transnationales au lieu des industries nationales.

La mémoire nous permet de réfléchir, d'essayer d'y voir clair à l'horizon et de découvrir les chemins qui y mènent. Il n'y a pas de hasard dans la vie des peuples. Ce qui se passe aujourd'hui en Argentine s'est déjà passé hier en Équateur avec le même ministre de l'économie, Domingo Cavallo. Il a été appelé par ce pays à la demande du FMI pour appliquer les mêmes recettes draconiennes consistant à mettre nos ressources aux mains des capitaux étrangers, ce qui nous a enfermés dans ce piège de fuite en avant.

Le Plan d'urgence présenté par le gouvernement d'Eduardo Duhalde, notre cinquième président et approuvé par le Parlement comprend entre autres les deux mesures suivantes :

- la fin de la convertibilité (1 peso = 1 dollar). À présent, le dollar vaut 1,40 peso.
- la continuation du corralito ; blocage des fonds par les banques qui refusent de restituer l'argent aux épargnants. Le peuple reste ainsi dans un état de non défense juridique. Les gens ne peuvent disposer de leur épargne et ils ne savent toujours pas jusqu'à quand. C'est là un autre type de devinette.

Les entreprises privées ont réagi très durement devant ces décisions et ont fait pression sur le gouvernement pour qu'il maintienne la convertibilité. En effet, elles se sentent lésées par la perte des gains énormes qu'elles engrangeaient depuis quelques années en mettant le pays à sac. Elles ne voudraient pas que la poule aux œufs d'or leur échappe. Leur riposte immédiate a été d'augmenter les prix [2] en les alignant sur la valeur actuelle du dollar, de ne plus approvisionner les boutiques qui vendent des médicaments et des articles de première nécessité et d'augmenter le prix des combustibles. C'est "un sauve qui peut" général et non pas une attitude raisonnable qui consisterait à dire : "essayons de nous sauver ensemble et rassemblons nos forces pour résoudre les problèmes de tous".

Le gouvernement actuel a fait marche arrière en ce qui concerne la décision prise par l'éphémère gouvernement antérieur de Rodriguez Saa sur le non-paiement de la dette extérieure. Duhalde a mis sur pied un moratoire, et veut négocier avec le FMI. Le gouvernement des États-Unis a donné l'ordre au FMI de suspendre toute nouvelle aide à l'Argentine si ses dirigeants avaient l'audace de ne pas obéir à ses ordres. Le système est vicié et contaminé par la corruption. Le FMI et le gouvernement des États Unis gardent la responsabilité d'avoir amené les pays d'Amérique du Sud, et en particulier l'Argentine, dans cette situation catastrophique. Il est préférable pour eux de se trouver loin d'ici car ils ont fait énormément de mal à notre pays.

Un autre problème sur lequel le gouvernement de Duhalde est revenu en arrière est celui de la politique au sujet des droits de l'homme. Il continue à maintenir l'impunité juridique pour les militaires, et il renonce à l'extradition des criminels que les gouvernements étrangers d'Italie, d'Espagne, de France, d'Allemagne et de Suède réclament pour les graves violations des droits de l'homme qu'ils ont commises contre des citoyens de leur pays.

Le gouvernement ne parle pas non plus de rechercher quelles sont les causes de la situation actuelle du pays, ni de retrouver les responsables de ces graves dommages et de la fuite des capitaux. Personne ne parle plus de rechercher les responsables de la dette extérieure, comme c'est le cas du procès intenté par le Dr Alejandro Olmos et que le juge Ballesterio renverra au parlement pour déterminer ce qui est légitime ou illégitime de rembourser dans la dette. Il ne parle pas non plus de rechercher les mafias financières qui ont spéculé et mis à sac tout le pays, ni de mettre un terme à ce système financier pervers qui sévit en Argentine et qui donne un prix à chaque chose et une valeur à aucune.

Le gouvernement de Duhalde doit affronter de grands défis, mais pour réussir, il doit profondément

changer sa manière de faire s'il veut sortir du piège. La nomination comme ministre des relations extérieures de Carlos Ruckauf, ex-gouverneur de la province de Buenos Aires est préoccupant. Il laisse la province dans une situation critique avec de graves problèmes sociaux et structureaux. Durant la période où il a été gouverneur, quelques phrases qu'il a prononcées sont restées célèbres : "Il faut avoir la main dure...", "il suffit de tirer quelques balles sur les délinquants". De plus, il est partisan de la peine de mort de même d'ailleurs que le président de la nation. Jusqu'à présent, nous avons toujours davantage la même chose ou la même chose en pire. Ils ont changé les personnages mais pas le modèle ni la façon de faire de la politique.

Le peuple reste attentif et sous tension tant que les problèmes de fond ne sont pas résolus. Si les mesures prises ne sont pas accompagnées de programmes de développement et de la remise en route des capacités productives, les manifestations populaires peuvent reprendre avec des conséquences imprévisibles.

Ils ont mis le pays à sac et maintenant, l'impunité du terrorisme économique continue.

Pourtant, le pays a de grandes réserves humaines et beaucoup de ressources pour sortir de la situation actuelle. Nous sommes au fond du gouffre et nous devons en sortir pas à pas, mais avec ténacité, et non pas avec des palliatifs qui ne changent rien et qui ne peuvent qu'aggraver la situation.

- **Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2528.**

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : [ALAI](#), janvier 2002.

- En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Qui coupent les routes.

[2] De 40 %.